

## Les relations de la Russie avec les « Etats voyous » - L'Iran novembre 2006

**Des intérêts communs stratégiques et économiques.** La relation entre la Russie et l'Iran a des bases plus pragmatiques qu'idéologiques et se fonde d'une part sur des intérêts régionaux communs au Caucase, en Asie centrale et en Afghanistan et, d'autre part, sur des intérêts économiques. L'asymétrie de puissance entre les deux pays permet à la Russie de ne pas collaborer avec l'Iran quand ses intérêts sont en jeu, notamment en ce qui concerne le partage des ressources énergétiques de la mer Caspienne. Le désaccord entre les deux pays lié au partage des ressources de la mer Caspienne n'a pas empêché la Russie de soutenir, en octobre 2005, l'idée de l'intégration de l'Iran dans la *Caspian Force* (CASFOR), projet destiné à sécuriser la zone et qui s'oppose à celui de la *Caspian Guard* américaine. Ce soutien russe pourrait être un atout précieux dans les négociations concernant le dossier nucléaire, tout autant que l'appui russe, toujours en 2005, à la demande iranienne de participer en tant qu'observateur aux travaux de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), organisation dont l'objectif affiché est de lutter contre le terrorisme en Asie centrale. En revanche, Téhéran s'attache à s'attirer la bienveillance de la Russie, dont l'influence est souhaitée pour contrecarrer une possible déstabilisation régionale à base ethnique. Ainsi, dans le conflit du Haut-Karabakh, les deux pays soutiennent l'Arménie chrétienne, opposée à l'Azerbaïdjan chiite. L'attitude de l'Iran, dont 27% de la population est azérie, s'explique par la crainte d'un soulèvement qui pourrait amener à l'éclatement du pays. De son côté, la Russie a apprécié le fait que l'Iran chiite n'ait pas encouragé de révolutions islamistes dans les anciennes républiques soviétiques à majorité musulmane sunnite, en raison de l'opposition forte entre les deux branches de l'islam. Pour la même raison, l'Iran a abandonné le principe de solidarité islamique, en faisant preuve de retenue concernant la question tchétchène. L'Iran est pour la Russie un acteur stratégique et un partenaire d'affaires important dans la région, car il est le troisième importateur d'armes russes, après la Chine et l'Inde. La politique russe vis-à-vis de l'Iran se définit à partir d'intérêts économiques, notamment dans le domaine de l'énergie et de la défense. L'attitude iranienne est dictée par la volonté de consolider les forces armées affaiblies suite à la Première guerre du Golfe, entre Iran et Irak, et par l'idée d'indépendance en matière d'armement face à un monde dominé par la puissance américaine.

**La coopération militaire** a débuté en 1967 avec l'arrivée en Iran d'experts militaires soviétiques. Elle a continué lors de la guerre entre l'Iran et l'Irak (Première guerre du Golfe, qui a eu lieu entre 1980 et 1988), suite à l'embargo occidental sur l'achat des armes imposé aux deux pays combattants : l'Iran et l'Irak. En juin 1989, la signature d'un accord de coopération militaire débouche sur l'achat d'avions militaires russes de dernière génération. En 1990 et 1991, d'autres accords militaires sont signés entre les deux parties, ce qui permet l'acquisition par l'Iran des sous-marins censés assurer la domination du pays sur les eaux du Golfe et de la mer d'Oman. L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en décembre 1999 a renforcé les relations militaires entre les deux pays, l'approche du nouveau président russe étant dictée par des raisons plus économiques que politiques. Ainsi, en novembre 2000, Poutine dénonce l'accord Gore-Tchernomyrdine, qui interdisait la vente d'armes conventionnelles à l'Iran. En décembre, une visite du ministre russe de la Défense à Téhéran, la première après la Révolution islamique, s'est concrétisée par un accord, estimé à plus de 10 milliards de dollars, sur l'importation d'armes russes, vente échelonnée sur une période de 10 ans. Les Etats-Unis et Israël s'inquiètent de l'importation par la Russie à l'Iran de technologies non spécifiées dérivées du SS4 (missile balistique sol-sol de portée intermédiaire), alors que la Russie fait partie depuis 1995 du Régime de contrôle de la technologie des missiles (MTCR). En décembre 2005, la signature d'un contrat de vente d'un système anti-missile russe *Tor M-1*, d'une valeur de 800 millions de dollars, a suscité la condamnation de Washington qui n'abandonne pas l'option militaire pour arrêter le programme nucléaire iranien.

**La coopération spatiale.** L'Iran est un client important de l'industrie aérospatiale russe, qui contrôle 45% du marché de lancement de satellites. La collaboration entre les deux pays a commencé en 2003 et s'est matérialisée notamment par le lancement, en octobre 2005, du satellite iranien *Sinah 1*

avec un lanceur russe (*Kosmos 3-M*), depuis la base russe Plisetsk. Si le satellite lancé était conçu pour une utilisation civile, le fait que la technologie nécessaire au lancement des satellites soit adaptable technologiquement au lancement des missiles inquiète fortement les autres pays, notamment les Etats-Unis et Israël.

**La coopération nucléaire civile** russo-iranienne est très développée depuis le milieu des années 1990 et elle représente un bon marché pour ce secteur économique russe en pleine crise, faute de clients. En 1995, un premier contrat de construction d'une centrale nucléaire, celle de Boucheir, a été signé entre les deux pays pour un montant estimé entre 800 millions et 1 milliard de dollars. Les préoccupations internationales concernant la possibilité d'utilisation dans des buts militaires de certaines technologies nucléaires civiles ont conduit à un deuxième contrat, signé en 2005. Il stipule que le combustible nécessaire à la centrale sera fourni par les entreprises russes et les déchets qui en résulteront seront rapatriés en Russie. Pourtant, si les Russes considéraient jusqu'à récemment que l'Iran n'a pas pris encore la décision de se doter d'armes nucléaires et donc que la collaboration en matière civile peut continuer, leur attitude commence à changer progressivement. En 2003, les Russes ont convaincu les Iraniens de signer le protocole additionnel du TNP qui prévoit une surveillance accrue des installations nucléaires iraniennes. Il n'a jamais été ratifié par le Parlement de la république islamique et il a été dénoncé en mars 2006, après l'éclatement de la crise du nucléaire iranien, provoquée par les déclarations belliqueuses du nouveau président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Les doutes russes sur les fins pacifiques du programme nucléaire iranien ont été exprimés pour la première fois en janvier 2005, par le ministre des Affaires étrangères Sergei Lavrov et en mars 2006 la Russie a voté en faveur du transfert du dossier iranien au Conseil de sécurité.

**Conclusion.** Les déclarations offensives antioccidentales du président iranien le rend dépendant de la Russie et mettent celle-ci dans une position délicate alors qu'elle essaie de garder de bonnes relations à la fois avec Téhéran, Washington et Tel-Aviv. Fin 2005, la proposition russe de sortie de crise, qui consistait en l'enrichissement de l'uranium iranien par une entreprise russo-iranienne sur le territoire russe, n'a pas abouti. Pourtant, dans la médiation du dossier nucléaire iranien, Moscou dispose d'atouts non négligeables : la nécessité pour Iran de poursuivre la coopération militaire, économique et nucléaire avec la Russie pour éviter l'isolement international et le besoin de s'assurer du veto russe face à d'éventuelles mesures coercitives décidées par le Conseil de Sécurité. Les dernières évolutions de la crise nucléaire iranienne font état d'un ralliement partiel de la Russie et la Chine à la position des autres pays membres du groupe de « Six » (les cinq pays membres du Conseil de Sécurité et l'Allemagne). Il s'est matérialisé par une déclaration commune qui fait état de l'adoption future d'une résolution du Conseil de sécurité rendant obligatoire la suspension de toutes les activités nucléaires demandées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dont le non-respect conduira à des sanctions économiques et diplomatiques contre l'Iran.